

Le Bondsteel cache au Monténégro la vue à la Sainte Vierge de Ljeviš

Avant la Conférence générale de l'UNESCO, qui commencera début novembre, nous nous efforçons de persuader le plus grand nombre des Etats membres qu'il est judicieux de ne pas accepter en à présent la proposition d'adhésion du Kosovo comme membre de l'UNESCO, car il ne possède pour cela ni qualifications juridiques ni politiques ni culturelles. La mesure de notre réussite sera donnée arithmétiquement dans les bulletins de vote effectué selon une procédure qui nous n'est pas favorable sans l'être tout à fait également pour le Kosovo, ses alliés et ses commanditaires, précise M. Darko Tanasković, l'Ambassadeur de Serbie auprès de l'UNESCO, dans son interview exclusive pour notre hebdomadaire *Nedeljnik*.

Interview réalisée par M. Nenad Čaluković

M. Darko Tanasković, l'Ambassadeur de Serbie auprès de l'UNESCO, a livré plusieurs batailles difficiles toute au long de la semaine dernière, et son travail se poursuit au même rythme après la décision du Conseil exécutif de cette Organisation de reconnaître le Kosovo en tant qu'Etat indépendant et de proposer que cette province méridionale de la Serbie devienne membre à part entière de l'UNESCO. On ne saurait dire s'il était plus difficile pour notre ambassadeur de mener une lutte diplomatique à la fois à la tribune et dans les couloirs du Conseil exécutif à Paris, ou de persuader les citoyens déçus de la Serbie que tout n'est pas

encore perdu et que le Kosovo ne passera pas si aisément à la Conférence générale. Ce professeur et islamologue éminent a toutefois trouvé le temps de démystifier à l'attention de *Nedeljnik* tous les mythes concernant l'adhésion du Kosovo à l'UNESCO, et d'expliquer pourquoi les conséquences pourraient être funestes.

Comment évaluez-vous le vote au Conseil exécutif de l'UNESCO ?

Comment était l'atmosphère ?

Quelles étaient les positions dominantes ?

Etant donné que la plupart des Etats membres du Conseil exécutif de l'UNESCO a reconnu le Kosovo en

tant qu'Etat indépendant (32 l'ont reconnu, 26 non), et que le système de vote ne nous est pas favorable parce que les abstentions ne sont pas prises en compte lors de l'établissement du score, le résultat du vote était prévisible. Il est désavantageux pour la Serbie, mais il ne nous laisse pas sans espoir. Ceux qui plaident pour l'adhésion du Kosovo ont prévu et déclaré un plus grand nombre de votes en faveur de leur proposition, or un nombre élevé (quatorze) d'Etats membres se sont abstenus de voter et trois Délégations ont quitté la salle. La majorité absolue des membres du Conseil exécutif n'a pas soutenu l'adhésion du Kosovo puisque 27 Etats se sont





prononcés « pour » tandis que la somme de tous les autres était de 31. Tout cela démontre que l'issue du vote à la Conférence générale est incertaine et l'incertitude permet aux deux côtés d'avoir de l'espoir. Par parenthèse, l'atmosphère à la session était sensiblement électrique et très

tendue, et à un moment elle a même été interrompue afin de clarifier un malentendu procédural lié au vote.

Nous perdrons, sur le plan politique et symbolique, tout comme sur le plan existentiel et celui de nos perspectives, vraiment beaucoup, mais la vie se poursuivrait, et nous devrions continuer dans des circonstances juridico-politiques nouvelles et plus défavorables, la lutte pour la protection de notre patrimoine culturel et spirituel au Kosovo-et-Métochie.

Etiez-vous surpris ou déçu par certains votes lors de cette session du Conseil exécutif ? Vous avez cité l'exemple de la Papouasie Nouvelle Guinée qui a renoncé au dernier moment au soutien et au co-parrainage à l'Albanie, qui est le tuteur du Kosovo dans ce processus. Comment avez-vous réussi à persuader la Papouasie Nouvelle Guinée et comment en faire autant avec d'autres Délégations ?

En somme, il n'y a pas eu de grandes surprises dans le vote, du moins pas pour nous. Des divergences mineures dans les prévisions à des questions

aussi sensibles existent toujours. L'exemple du changement de position de la Papouasie Nouvelle Guinée est certainement l'indication d'un déplacement positif pour nous dans la compréhension de la complexité de la problématique des

relations entre la Serbie et le Kosovo, ainsi que celle de l'adoption de facto d'une position, qui n'existe actuellement que dans les principes, et selon laquelle l'UNESCO ne devrait pas être chargée des questions politiques litigieuses. Les contacts

avec des officiels de ce pays lointain du Pacifique, connu principalement pour son café, son thon et son chocolat excellents, ont été établis au

A l'UNESCO, la quasi-totalité des membres est d'accord en principe sur le fait qu'il n'est pas souhaitable de politiser le travail de l'Organisation dont la compétence recouvre l'éducation, la science, et la culture. Toutefois, conformément à la logique générale des doubles standards, ce sont justement quelques-uns parmi ceux qui plaident le plus sincèrement pour la dépolitisation de l'UNESCO qui sont les sponsors principaux, et les plus obstinés de l'adhésion du Kosovo à cette Organisation. Et ce sont eux qui exercent une pression très forte sur de nombreux Etats pour qu'ils soutiennent cette demande éminemment politique, et illégale en outre. Les leaders en cause sont les Etats-Unis, certains Etats de l'Union européenne, la Turquie et les riches pays arabes du Golfe guidés par l'Arabie Saoudite.

niveau diplomatique mais également au plus haut niveau politique. Ces échanges fructueux ont démontré que le respect envers le partenaire et l'argumentation sont parfois plus efficaces que l'instrumentalisation du manque d'information, ou l'exercice d'une pression directe ou indirecte.

Il est bien visible pourtant que vous déplorez l'absence du soutien du Monténégro et de la Macédoine ; vous avez déclaré qu'il est triste d'avoir réussi à persuader certains pays lointains du Pacifique qu'il est juste de soutenir Belgrade alors que cela n'est pas encore évident pour certains de nos pays frères et proches ?

La déception et la rancune n'ont rien à voir avec le travail diplomatique. Tout s'explique par l'idée, que se font à un moment donné ceux qui pilotent les politiques, de l'intérêt de leur pays. Il leurs arrive de se tromper parfois et surtout à long terme. Pourtant, du point de vue humain, éthique et civilisationnel, il est impossible de ne pas sentir de l'amertume devant une si grande persévérance et insensibilité dans la destruction, politiquement inutile, de tous les liens séculaires qui ont permis aux peuples slaves orthodoxes des Balkans de survivre ensemble en résistant à diverses prétentions impérialistes, à ce quatre-vents historique. Ose-t-on à ce point confondre l'OTAN et l'UNESCO ? Bondsteel, cache-t-il la vue à la Sainte Vierge de Ljeviš sous l'ombre du pragmatisme politique ?

Vous avez constaté que, bien qu'il ne soit pas recommandé d'être optimiste sans crédit, vous êtes quand même convaincu que les chances de la Serbie d'empêcher l'adhésion du Kosovo à l'UNESCO ne sont pas minimes.

L'arithmétique peut-elle vaincre la politique pro-occidentale à la Conférence générale de l'UNESCO, quand le moment du vote sur l'adhésion du Kosovo viendra en début novembre ? Et que devrait encore faire la diplomatie serbe avant cette décision définitive ?

Ce ne sont pas l'arithmétique et la politique qui s'affrontent au sein des organisations internationales, mais des politiques conçues et dirigées différemment, et les issues de cette

épreuve de force sont exprimées à travers les calculs de vote, sous la forme de numéro, qu'on appelle le résultat de vote. Si tout était dans l'arithmétique, et si tous les Etats membres de l'UNESCO (195) assistaient à la Conférence générale, s'ils avaient tous le droit de vote (d'habitude une dizaine le perd, ce vote, à cause du non-paiement des contributions, parmi lesquels ont été les Etats-Unis), si tous les Etats ordonnaient à leur représentants de voter et s'ils se prononçaient tous conformément à leur reconnaissance ou non-reconnaissance de l'indépendance du Kosovo (ceux qui l'ont reconnu sont au nombre de 111), la proposition de l'adhésion du Kosovo à cette agence spécialisée des Nations unies ne pourrait jamais obtenir les deux tiers de votes nécessaires. Mais, tout est beaucoup plus complexe...

Certains Etats décident de ne pas envoyer leur Délégation à la Conférence générale, d'autres choisissent de s'abstenir de voter pour un point particulier, d'autres encore n'accèdent pas du tout au vote, et je ne vous dis même pas que pour certains gouvernements il n'y a pas d'automatisme entre leur position politique à l'égard de l'indépendance du Kosovo et l'apport du soutien à son adhésion à l'UNESCO.

Donc, avant la Conférence générale de l'UNESCO, qui commencera début novembre, nous nous efforçons de persuader le plus grand nombre des Etats membres qu'il est judicieux de ne pas accepter à présent la proposition que le Kosovo devienne membre de l'UNESCO, car il ne possède pour cela ni qualifications juridiques ni politiques ni culturelles. La mesure de notre réussite sera donnée arithmétiquement dans les bulletins de vote effectué selon une procédure qui nous n'est pas favorable sans l'être tout à fait également pour le Kosovo, ses alliés et ses commanditaires.

Le dilemme : qui est plus influent au plan global, les Etats-Unis ou la Russie ? se reflète-il dans aussi dans ce cas ? Vous attendez-vous dans les jours qui suivent à une pression plus forte américaine ou bruxelloise sur les « électeurs » ?

Aucune question ouverte, en tant soit peu importante, dans les relations internationales ne peut échapper à la

logique et à la rhétorique renouvelées de la guerre froide. A l'UNESCO, la quasi-totalité des membres est d'accord en principe sur le fait qu'il n'est pas souhaitable de politiser le travail de l'Organisation dont la compétence recouvre l'éducation, la science, et la culture. Toutefois, conformément à la logique générale des doubles standards, ce sont justement quelques-uns parmi ceux qui plaident le plus sincèrement pour la dépolitisation de l'UNESCO qui sont les sponsors principaux, et les plus obstinés de l'adhésion du Kosovo à cette Organisation. Et ce sont eux qui exercent une pression très forte sur de nombreux Etats pour qu'ils soutiennent cette demande éminemment politique, et illégale en outre. Les leaders en cause sont les Etats-Unis, certains Etats de l'Union européenne, la Turquie et les riches pays arabes du Golfe guidés par l'Arabie Saoudite. C'est pourquoi il n'y a aucune symétrie ni responsabilité partagée dans la politisation de l'UNESCO, car les Etats qui s'efforcent de concert avec la Serbie d'empêcher l'adhésion du Kosovo essayent en réalité d'empêcher une plus grande politisation comme telle inappropriée de l'Organisation, en sorte de protéger l'ordre juridique international.

Les positions de la Russie et de la Chine peuvent-elles être d'une aide (cruciale) pour la Serbie ?

Le soutien actif de la Fédération de Russie et de la Chine est d'une importance capitale pour la Serbie, mais pour l'UNESCO également. Si ce n'était pas le cas, nos adversaires ne s'efforceraient pas ces derniers jours, malgré tous les indicateurs réels contraires, de répandre la rumeur dans les cercles diplomatiques que la Russie aurait prétendument cessé de fournir son soutien à la Serbie dans cette affaire. D'ailleurs, la Conférence générale approche...

SI LE KOSOVO DEVENAIT UN « ETAT MEMBRE » DE L'UNESCO, LES BATIMENTS SACRES DE L'EGLISE ORTHODOXE SERBE AU KOSOVO-ET-METOCHIE SERAIENT LOGIQUEMENT INSCRITS DANS LES

**DOCUMENTS DU COMITE DU
PATRIMOINE MONDIAL EN
TANT QUE « PATRIMOINE
MIEUX » SUR LE
TERRITOIRE DE L'ETAT DE
KOSOVO**

Le public serbe ne serait-il pas encore totalement conscient des conséquences de l'adhésion du Kosovo à l'UNESCO, et de ce que cela signifierait pour la Serbie ? Que perdriions-nous au final ? En cas de résultat négatif, qui veillerait sur le patrimoine culturel serbe au Kosovo-et-Métochie, étant donné que le sommet de l'Etat et l'Eglise augurent que tous les monastères seraient détruits ?

Il est exagéré de dire que notre patrimoine culturel et spirituel au Kosovo-et-Métochie serait physiquement détruit si le Kosovo devenait membre de l'UNESCO. Je ne me souviens pas que quiconque au sommet de notre Etat ait fait une déclaration de ce genre. Ce qui est sûr, c'est qu'il serait inacceptable, incompréhensible voire absurde de confier une compétence qui relève de l'Etat et le soin de nos églises et monastères à ceux qui les ont jusqu'ici profanés, brûlés et détruits, et qui voudraient à présent créer avec ce qui reste des églises et des monastères, et qui sont les plus précieux, l'identité culturelle fictive d'un Kosovo, en aliénant le caractère serbe par une ingénierie anti-culturelle de contrefaçon.

Dans le public serbe on peut entendre des pronostics et des estimations qui vont d'un défaitisme catastrophique à une naïveté myope, d'affirmations que les Serbes et leur patrimoine culturel et spirituel au Kosovo-et-Métochie disparaîtraient bientôt de cette province, à déclarations « politiquement correctes », dans le registre d'un mondialisme antinationaliste et d'un chauvinisme à l'envers, prétendant qu'il serait mieux pour les Serbes au Kosovo-et-Métochie, et surtout pour leurs églises et monastères, que le Kosovo pût entrer à l'UNESCO. Nous perdriions, sur le plan politique et symbolique, tout comme sur le plan existentiel et celui de nos perspectives, vraiment beaucoup, mais la vie se poursuivrait, et nous devrions continuer dans des circonstances juridico-politiques

nouvelles et plus défavorables, la lutte pour la protection de notre patrimoine culturel et spirituel au Kosovo-et-Métochie. Tout cela s'inscrivant dans le concept braudelien de la « longue durée ».

Quel sera le destin des monuments de la culture et de la spiritualité serbes au Kosovo-et-Métochie – des monastères Visoki Dečani, Gračanica, Patriarcat de Peć et de l'église de la Sainte Vierge de Ljeviš – qui sont déjà sous protection de l'UNESCO ?

Ces bâtiments sacrés inscrits sur la Liste du patrimoine mondial seront en danger si le Kosovo devient « Etat membre » de l'UNESCO. Dans les documents du Comité du patrimoine mondial ils seraient, logiquement, inscrits en tant que « Monuments médiévaux » sur le territoire de l'Etat du Kosovo et non, comme jusqu'à présent, de la Serbie. Dans ce cas – et nous espérons que cela ne se produira pas, et faisons tout afin de ne pas nous retrouver dans une telle situation – nous devrions chercher une formulation dans la nomenclature qui irait dans le sens d'une spécification de l'appartenance historique et culturelle serbe de notre patrimoine, et trouver un mécanisme susceptible de le sécuriser davantage et de garantir un statut juridique qui concerne la propriété et la protection de celui-ci.

Dans quelle mesure menace le danger du côté de l'Eglise orthodoxe albanaise, et peut-on s'attendre qu'elle prétende aux monastères serbes au Kosovo ?

Bien qu'il y ait de nombreuses spéculations dans ce sens, je doute que l'Eglise orthodoxe de l'Albanie, dont le siège se situe à Tirana, et qui est gouvernée par le sage archevêque Anastasije Janulatos, pourrait représenter un danger pour les lieux saints serbes au Kosovo-et-Métochie. D'ailleurs, quelqu'un de plus qualifié dans cette matière que moi, l'évêque de Bačka Irinej Bulović, a déclaré la même chose récemment dans une émission de télévision. Une certaine Eglise orthodoxe kosovare est également citée dont les idées se rapprocheraient de celles des oustachis d'une Eglise orthodoxe croate. Cela paraît impensable, mais comme le chat échaudé qui craint l'eau froide...

Comment réagiriez-vous à l'arrivée éventuelle d'un ambassadeur kosovar à l'UNESCO ?

Je ne pense pas qu'il me serait plus difficile de le voir, lui, que certains autres que je rencontre déjà au quotidien à l'UNESCO. La diplomatie prescrit un comportement correct mais ne proscrie pas l'indignation. N